

Frédéric DEROCHE

Les peuples autochtones et leur relation originale à la terre. Un questionnement pour l'ordre mondial

(L'Harmattan, Paris, 2008, 506 p., 39 €)

Ce livre, fruit d'un travail de doctorat, entreprend de poser un regard particulièrement intéressant sur une question marginalisée, y compris par les courants dits progressistes, et qui pourtant concerne l'ensemble de l'Humanité, aujourd'hui confrontée à de nombreux problèmes sociaux et environnementaux : les peuples autochtones et leur relation originale à la terre et aux ressources naturelles.

De manière large car ils représentent une très grande diversité de situations, les peuples autochtones ou indigènes (aborigènes) sont définis internationalement par la conjugaison de quatre

critères : un critère subjectif, leur propre perception d'eux-mêmes et leur situation vis-à-vis des autres groupes ; un critère historique, ils sont les descendants du peuplement originel d'un territoire donné avant toute colonisation ; un critère culturel, les distinguant des autres communautés dominantes dans une société ; et enfin, un critère sociologique, celui de leur situation de marginalisation dans cette même société.

Préfacé par un des spécialistes les plus éminents des peuples autochtones, Julian Burger, ce livre fort bien écrit et aisé à lire analyse avec un souci de précision jamais démenti les trois niveaux

d'interrogation auxquels renvoie le rapport à la terre des peuples autochtones.

Le premier concerne les diverses conceptions de la terre que ces groupes de populations ont historiquement forgé en se distinguant de la vision occidentale qui l'a néanmoins emporté, mais pas toujours, à force de colonisation, de génocide, d'écocide ou d'ethnocide.

Le second niveau d'interrogation est relatif aux multiples facettes empruntées par la dépossession foncière en insistant sur les divers processus juridiques et politiques, le plus souvent, imposés de force. Ces atteintes faites aux cultures autochtones se sont manifestées dès les premiers contacts avec les puissances coloniales et se sont poursuivies sous d'autres formes avec la mondialisation véhiculant des logiques contradictoires du monde. Toutefois, ces peuples ont su résister à ces politiques de dépossession et d'extermination en préservant, souvent dans le sang et la douleur, des éléments déterminants de leur culture.

Enfin, le troisième niveau de réflexion porte sur l'émergence, difficile selon le contexte, de systèmes de protection des rapports à la terre et aux ressources naturelles des peuples autochtones. Aussi bien le droit international que les mécanismes juridiques

régionaux ou nationaux sont alors décryptés pour souligner que le droit d'inspiration occidentale n'est pas toujours suffisant à la prise en compte de la diversité des situations.

Dans ce sens il convient alors de se souvenir avec Haydens Burges, représentant au conseil mondial des peuples indigènes, que « la façon la plus certaine de nous tuer autrement que par la balle est de nous séparer de notre terre... au fil du temps nous perdrons notre identité à mesure que nous serons obligés d'entrer dans le moule d'une autre société ».

Cet avertissement ne vaut pas seulement pour les peuples autochtones mais aussi pour toutes celles et tous ceux qui voient leur propre condition se détériorer, de l'exploitation à l'exclusion, de l'endettement obligé à une nouvelle forme de servitude volontaire.

Ce livre invite à dépasser le cadre trop souvent restreint des droits de l'homme individualisé en pensant les droits collectifs dans une prise en compte de la diversité non comme une peur instrumentalisée ou un repli communautariste mais bien comme une richesse et une autre manière de (se) penser au/le monde et d'engager la résistance contre cet ordre mondialisé mortifère.

RAPHAËL PORTEILLA